

Vague rouge : Trump, la suite

Stéphane Rochon, CFA

Spécialiste en stratégie – Actions

Équipe conseil Portefeuilles

BMO Nesbitt Burns

Ça a été une victoire écrasante. Bien que Kamala Harris gagnait du terrain dans certains sondages au cours de la dernière semaine, les États-Unis ont choisi de donner un deuxième mandat à Donald Trump. Les républicains contrôlent désormais la Maison-Blanche ainsi que le Sénat, et sont en tête au Congrès. Les répercussions sur les politiques sont profondes. Cette victoire ouvre la porte à la mise en œuvre d'une foule de politiques républicaines du président Trump, tant à l'échelle nationale qu'internationale.

Du point de vue du marché, les promesses de réduction de l'impôt des sociétés seront probablement positives pour les actions. Un calcul approximatif montre une augmentation d'environ 5 % des bénéfices par action de l'indice S&P 500 découlant de la proposition de M. Trump de faire passer l'impôt des sociétés de 21 % à 15 % pour les entreprises qui produisent des biens aux États-Unis. De plus, la perspective d'une réglementation moins stricte et d'une application potentiellement plus laxiste des lois antitrust sur les fusions contribue à l'appétit pour le risque. Une partie des éléments a déjà été prise en compte, mais quelques points de hausse nets seront tout de même réalisés.

Bien entendu, les réductions d'impôt s'ajoutent au déficit d'un pays. Alors que ni les démocrates ni les républicains n'ont fait preuve de discipline financière au cours des dernières décennies, les plans de M. Trump augmenteraient davantage le ratio déjà élevé de 6 % entre le déficit et le PIB de la plus importante économie du monde. John Maynard Keynes, l'un des plus grands économistes du 20^e siècle, ne leur décernerait certainement pas une étoile d'or pour leur augmentation de la dette nationale en période d'expansion économique.

En partie pour contrebalancer cet impact et pour remplir les coffres du Trésor américain, M. Trump a déclaré qu'il imposerait un tarif douanier de 10 % ou de 20 % sur toutes les importations et un taux particulièrement élevé de 60 % à 100 % pour la Chine. La National Retail Federation des États-Unis a prévenu qu'il y aurait des hausses de prix à deux chiffres pour plusieurs biens de consommation importés, comme les jouets et les vêtements. Au bout du compte, les tarifs douaniers ne sont rien de plus qu'une taxe indirecte sur les consommateurs, ce qui contribue également à ralentir la croissance économique. L'impact est exacerbé s'ils engendrent une guerre commerciale de rétorsion. Il est presque certain que cela se produira, comme l'a déjà signalé l'Union européenne.

Du point de vue canadien, la promesse de M. Trump de rompre l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) (successeur de l'Accord de libre-échange nord-américain [ALENA]) à son expiration en 2026 augmentera les risques pour notre économie très dépendante du commerce. Cela dit, le premier terme de M. Trump n'a entraîné que des changements cosmétiques à l'accord de libre-échange continental. On peut donc espérer que le résultat sera semblable cette fois-ci. Par contre, l'espoir n'est pas une stratégie de placement. Au bout du compte, ce résultat pourrait exercer une pression supplémentaire sur le huard en difficulté et nuire à certains de nos secteurs les plus dépendants de l'exportation. En revanche, le S&P/TSX demeure très sous-évalué à notre avis, et bon nombre de nos grandes sociétés ouvertes ont démontré leur capacité à prospérer à travers différents régimes politiques et économiques.

Des « justiciers » des obligations ont déjà commencé à tenir compte des aspects déficitaires et inflationnistes des propositions de politique du gagnant, et les taux d'intérêt à moyen et à long terme ont considérablement augmenté. Bien qu'il soit encore tôt, cela pourrait réduire la souplesse de la Réserve fédérale à normaliser son taux directeur.

Au bout du compte, le nouvel ordre politique aux États-Unis ajoute une incertitude claire à l'égard de l'Ukraine, des alliances mondiales et des partenariats commerciaux. Le bon côté, toutefois, c'est que l'économie nord-américaine est encore loin d'une récession et que la richesse des ménages au Canada et aux États-Unis atteint des sommets records. Notre équipe a repéré de nombreuses actions et obligations de grande qualité qui peuvent résister à la volatilité et entraîner des gains importants pour les investisseurs à long terme faisant preuve de patience.

Comme toujours, veuillez communiquer avec votre conseiller de BMO Gestion privée si vous avez des questions, et pour discuter de votre portefeuille et de recommandations de titres.



BMO Gestion privée est un nom de marque du groupe d'exploitation qui comprend la Banque de Montréal et certaines de ses sociétés affiliées qui offrent des produits et des services de gestion privée. Les produits et les services ne sont pas tous offerts par toutes les entités juridiques au sein de BMO Gestion privée. Les services bancaires sont offerts par l'entremise de la Banque de Montréal. Les services de gestion de placements, de planification de patrimoine, de planification fiscale et de planification philanthropique sont offerts par BMO Nesbitt Burns Inc. et BMO Gestion privée de placements Inc. Les services de garde de valeurs ainsi que les services successoraux et fiduciaires sont offerts par la Société de fiducie BMO. Les services et les produits d'assurance sont offerts par l'intermédiaire de BMO Services conseils en assurances et planification successorale Inc., une filiale en propriété exclusive de BMO Nesbitt Burns Inc. Les entités juridiques de BMO Gestion privée n'offrent pas de conseils fiscaux. Si vous êtes déjà un client de BMO Nesbitt Burns Inc., veuillez communiquer avec votre conseiller en placement pour obtenir plus de précisions. BMO Nesbitt Burns Inc. est membre du Fonds canadien de protection des épargnants et de l'Organisme canadien de réglementation des investissements. La Société de fiducie BMO et BMO Banque de Montréal sont membres de la Société d'assurance-dépôts du Canada.

« BMO (le médaillon contenant le M souligné) » est une marque de commerce déposée de la Banque de Montréal, utilisée sous licence.